

Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires!

152 milliards d'euros : voilà les bénéficiaires net qu'ont cumulés les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour.

Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent, il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des ensei-

gnants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Elior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

Cette journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réductions budgétaires. Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !



A Marcy, transformons la colère en une lutte collective

Pour justifier la modification des horaires aux flacons à Marcy, la direction a annoncé dès le départ que son objectif était de faire 110 000€ d'économies sur la masse salariale. Concrètement on perdrait notre prime d'équipe et la prise en charge du repas : soit 300€ en moins sur la fiche de paie. Attendre que la direction décide d'elle-même de nous attribuer une prime compensatoire pour contrebalancer la perte financière paraît donc plus qu'illusoire. Ce serait assez schizophrénique de sa part !

Ce scénario n'a en tout cas aucune chance d'aboutir si nous le demandons gentiment (ou par l'intermédiaire de représentants syndicaux qui se présentent comme des sauveurs). Pour obtenir ce que la direction ne souhaite pas nous donner, il faut établir un rapport de force. Et pour cela, notre arme, c'est la grève. Il faut cesser le travail jusqu'à ce que la direction soit obligée d'écouter nos revendications.

Et alors quelles seraient-elles ? Une prime compensatoire ? Attention aux pièges à éviter : une prime compensatoire ne concernerait pas les nouveaux embauchés ou nouveaux dans le service qui effectueraient donc le même travail que nous en étant moins payés. Et, toute excuse (changement de service ou promotion) serait bonne pour nous l'enlever.

Surtout, nos collègues des autres services ont probablement aussi quelques centaines d'euros qui manquent sur leur fiche de paie. D'autant plus que la direction s'attaque aux flacons pour l'instant mais va probablement généraliser cette réorganisation à d'autres services ensuite. Ayons des revendications qui puissent permettre à tous ceux qui le souhaitent de se joindre à nous pour leur salaire également !

Réunissons-nous, discutons, mettons-nous d'accord et surtout ne comptons que sur nous-mêmes pour arracher ce dont nous avons besoin !

Macron au front

Après avoir évoqué l'envoi de troupes en Ukraine, Macron en rajoute. Lui qui ne voulait « pas humilier » le dictateur Poutine et qui le laissait réprimer les révoltes populaires en Biélorussie et au Kazakhstan joue maintenant au chef de guerre. C'est soi-disant pour aider le peuple ukrainien qu'il pourrait y envoyer des militaires. Au Mali, en Centrafrique ou en Afghanistan, on la connaît la fameuse « aide » militaire française ! Il y a certainement des manœuvres politiciennes et électoralistes derrière les déclarations

de Macron. Mais surtout des calculs impérialistes, pour le compte des marchands d'armes et des capitalistes français qui veulent défendre leurs intérêts dans la région, quoi qu'il en coûte... aux classes populaires qui serviront de chair à canon.

Que Macron lance un coup de sonde ou prépare un vrai projet, cela ne change rien à la menace bien réelle de guerre qu'entretiennent les dirigeants de ce monde capitaliste. Notre réponse à ceux qui parlent de « réarmement démographique » et veulent relancer le service militaire : on ne crèvera pas pour le patronat et les politiciens à leur service !

Israël assassin, Biden complice !

La guerre de Netanyahou à Gaza déjà fait plus de 30 000 morts, des milliers de blessés et 2 millions de réfugiés qui meurent de faim, car l'armée israélienne qui a détruit toutes les infrastructures et bloque l'accès de l'aide humanitaire, notamment depuis l'Égypte. Aux USA, Biden critique le gouvernement israélien, mais il continue à l'alimenter en munitions.

Après avoir largué quelques colis alimentaires qui ne sont qu'une goutte d'eau par rapport aux besoins des Gazaouis, les États-Unis évoquent à présent un « ponton provisoire » dans la Méditerranée pour amplifier l'aide humanitaire... Mais c'est la destruction causée par le soutien à Netanyahou et les armes américaines qui ont provoqué la catastrophe humanitaire à Gaza !



Révolutionnaires ! Achète pour 2€ le n°10 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !



Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle.@gmail.com

Imprimerie Spéciale NPA